

**INSTRUCTION DU 30 MAI 1989
(BOCCRF du 15-06-89)**

NOR : ECOC8910083X

**relative à l'emploi de certaines substances dans l'élaboration
des matériaux au contact des denrées alimentaires**

Selon le décret du 12 février 1973, les matériaux et objets au contact des denrées, produits et boissons alimentaires doivent être élaborés exclusivement avec des constituants dont l'emploi est autorisé après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Dans l'attente de la publication des textes en cours d'élaboration, notamment dans le domaine des matières plastiques, des circulaires ou des instructions modifient et complètent la liste de constituants admis au fur et à mesure des demandes d'autorisation.

En conséquence, la présente instruction complète ou modifie la liste des substances admises pour l'élaboration des matériaux mis ou destinés à être mis au contact des denrées alimentaires, de la manière suivante :

1. Le polyisobutylène (n° C.A.S. : 9003-27-4) est admis comme plastifiant du polyéthylène à la dose maximale de 5 p. 100. Par ailleurs, le poids moléculaire de cette substance doit être supérieur à 1 000.

2. Le polyoxyalkyl (C2 - C4) diméthylpolysiloxane répondant au numéro C.A.S. : 68037-63-8 est admis comme auxiliaire technologique à la dose maximale de 0,3 p. 100 dans les polyoléfines. Ce produit doit être conforme aux critères de pureté suivants :

Polyoxyalkyl (C2 - C4) diméthylpolysiloxane : > 95 p. 100.

Poids moléculaire minimum : 5 000.

Oligomères P.D.M.S. : < 0,05 p. 100.

Polyéthyléneglycols : < 5 p. 100.

Toluène : < 0,05 p. 100.

3. Le lauryl polyéthoxyéther sulfate de sodium peut être utilisé à la dose maximale de 5 p. 100 comme constituant d'un adhésif destiné au contact direct de denrées alimentaires telles que volailles, légumes et fruits.

4. Le propylène glycol peut être utilisé comme humidifiant des boyaux de charcuterie en pellicule cellulosique régénérée, dans une proportion telle qu'il ne migre pas plus de 10 mg de propylène glycol pour 100 g de produit de charcuterie.

5. Certains produits dits « produits d'ensimage » sont utilisés, en très faibles quantités, sur des fibres de verre qui sont incorporées dans les matières plastiques pour les renforcer.

Leur utilisation est admise aux conditions suivantes :

- leur composition ne doit pas comporter de constituants toxiques ;
- ils doivent être liés étroitement, d'une part, aux fibres de verre et, d'autre part, à la matière plastique dans laquelle ces fibres sont incorporées de manière à éviter leur migration dans les denrées alimentaires en quantité susceptible d'entraîner une altération chimique ou organoleptique de l'aliment.

6. Le pigment : 2 - (4', 5', 6', 7' - tétrachloroindandione - 1', 3' - yle - 2') - 8 - (4'', 5'', 6'', 7'' - tétrachlorophtalimido -) quinoléine, référence au Colour Index sous la dénomination « pigment yellow 138 », et admis provisoirement par la circulaire du 1^{er} mars 1983, peut être utilisé à titre définitif.

7. En complément aux dispositions de la circulaire du 14 janvier 1975, les esters de pentaérythritol et des acides gras aliphatiques saturés de C₁₂ à C₂₂ sont admis comme lubrifiants du polychlorure de vinyle, des polystyrènes et des copolymères à base de chlorure de vinyle ou de styrène.

8. L'instruction du 29 septembre 1986 admettait l'emploi de la tétrachlorophtalopérone (colorant rouge) à la dose de 0,1 p. 100

dans le polyéthylène téréphtalate (P.E.T.). Le paragraphe 2.6 de cette instruction est modifié de la manière suivante :

« La tétrachlorophtalopérone (colorant rouge) est admise dans les matières plastiques au taux de 0,2 p. 100 et au contact de toutes les denrées alimentaires.

« La référence au Colour Index de ce colorant est :

« Solvent Red 135. »

9. Le paragraphe 3 de l'instruction du 30 novembre 1987 relatif aux huiles de polydiméthylsiloxanes est complété et modifié comme cela est indiqué ci-après :

« Les huiles de polydiméthylsiloxanes sont admises comme lubrifiants des matières plastiques au contact des denrées alimentaires, à l'exception des matières grasses, tant que l'addition de ces polydiméthylsiloxanes comme antimousses dans les huiles et graisses n'est pas autorisée.

« Le taux d'utilisation ne doit pas excéder 1 p. 100. Ces huiles doivent être conformes aux spécifications suivantes :

« Elles doivent être composées uniquement de polydiméthylsiloxanes de pureté égale ou supérieure à 99,9 p. 100.

« Poids moléculaire moyen : 10 000 à 70 000 ou n : 160 à 1 200.

« Viscosité cinématique : 100 à 50 000 mm² XS-1.

« Teneur en oligomères dont le nombre de groupes SiO « n » est inférieur à 6 : < 0,25 p. 100 (déterminée par chromatographie en phase gazeuse).

« Teneur en métaux lourds : < 5 mg/kg (exprimée en plomb, méthode proposée par la pharmacopée européenne de 1984 pour les diméthicones). »

10. Par circulaire n° 165 du 12 janvier 1954 ont été admis les sels de métaux non toxiques, notamment le stéarate, le ricinoléate, le silicate et le carbonate de calcium, le phosphate et le lactate de sodium. Afin de préciser les termes « sels de métaux non toxiques », est admis l'emploi des sels d'aluminium, d'ammonium, de calcium, de magnésium, de potassium, de sodium et de zinc constitués à partir des acides cités dans les différentes listes de substances pouvant entrer dans l'élaboration des matières plastiques (cf. la brochure n° 1227).

11. En complément aux dispositions des circulaires du 22 février 1966 et du 20 juillet 1979, les alcools aliphatiques linéaires de C₂₂ à C₂₄ sont admis comme lubrifiants du polychlorure de vinyle non plastifié en quantité maximale de 3 p. 100 en poids de ce matériau. Ces alcools doivent être exempts d'impuretés nocives.

12. La circulaire du 1^{er} mars 1983 admettait provisoirement, pendant deux ans, le sel acétique du copolymère d'acrylate de 1H, 1H, 2H, 2H perfluoroalkylsulfonyle (N-méthyl) - amino-éthyle, de N-vinylpyrrolidone et de méthacrylate de N, N-diméthyl-amino-éthyle.

Les compléments d'information souhaités, sur le plan toxicologique en particulier, n'ayant pas été fournis par le fabricant, cette substance est supprimée de la liste et ne peut donc pas être utilisée pour le traitement des papiers et cartons au contact des denrées alimentaires.

Les matériaux élaborés avec les substances énumérées dans la présente instruction doivent également avoir une inertie satisfaisante vis-à-vis des denrées alimentaires placées à leur contact.

*Le directeur général de la concurrence,
de la consommation et de la répression des fraudes.*
C. BABUSIAUX